

Brochure n° 3108

Convention collective nationale
IDCC : 44. – INDUSTRIES CHIMIQUES

ACCORD DU 29 MAI 2012
RELATIF À L'INDEMNISATION DU CHÔMAGE PARTIEL

NOR : ASET1250950M
IDCC : 44

Entre :
L'UIC ;
La FNIEEC ;
La CSP ;
La FIPEC ;
La CSR ;
La FNCG ;
La FEBEA,

D'une part, et

La FCE CFDT ;
La fédéchimie CGT-FO ;
La FCMTE CFTC ;
La CFE-CGC chimie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Reconduction de l'accord du 10 septembre 2009

Les parties signataires du présent accord conviennent de reconduire l'accord sur l'indemnisation du chômage partiel dans les industries chimiques, signé le 10 septembre 2009, jusqu'au 30 juin 2015.

Article 2

Conditions d'application de l'accord

L'ensemble des dispositions de l'accord du 10 septembre 2009 sont applicables jusqu'à cette date, sous réserve que les heures perdues résultent bien d'une situation de chômage partiel telle que définie à l'article 5 de cet accord et puissent dès lors être prises en charge au titre des allocations d'aide publique.

L'absence de droit au bénéfice de l'allocation d'aide publique conduit au maintien de la rémunération.

Article 3

Information du personnel et de leurs représentants

Les horaires mis en place dans le cadre du chômage partiel seront portés à la connaissance du personnel par voie d'affichage dans les meilleurs délais.

Les documents adressés par l'entreprise à la DIRECCTE pour demander le bénéfice de l'allocation d'aide publique seront adressés aux membres du comité d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, aux délégués du personnel.

Article 4

Entrée en vigueur et échéance du présent accord

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2012.

Il expirera le 30 juin 2015.

En tout état de cause, la seule survenance du terme précisé ci-dessus mettra fin, sans autre formalité de l'une ou l'autre des parties, de façon définitive, au présent accord, sans qu'il puisse être invoqué par l'une ou l'autre des parties le bénéfice d'une tacite reconduction ou des dispositions de l'article L. 2222-4 du code du travail.

Les parties conviennent de se rencontrer avant l'expiration de cet accord pour faire le bilan de son application et envisager son éventuelle reconduction ou les modifications à y apporter.

Article 5

Dépôt

Le présent accord sera déposé au ministère du travail à l'initiative de la partie la plus diligente et fera l'objet d'une demande d'extension auprès de ce même ministère.

Fait à Puteaux, le 29 mai 2012.

(Suivent les signatures.)